



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 juin 2009  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quatrième session**  
Point 127 de la liste préliminaire\*  
**Projet de budget-programme**  
**pour l'exercice biennal 2010-2011**

## **Exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement : sixième rapport d'étape**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 56/237, dans laquelle l'Assemblée générale a réaffirmé sa décision de garder à l'étude la question du fonctionnement du Compte pour le développement et prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport à ce sujet. Dans les rapports qu'il a présentés à l'Assemblée à ses cinquante-septième et cinquante-huitième sessions, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le rapport du Secrétaire général soit présenté parallèlement au projet de budget-programme pour l'exercice biennal concerné.

Le présent rapport contient des renseignements sur les progrès accomplis et les résultats obtenus dans l'exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement depuis le cinquième rapport d'étape, et des informations à jour sur la gestion et la coordination du Compte.

\* A/64/50.



## I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/237, l'Assemblée générale a réaffirmé sa décision de maintenir à l'étude la question du fonctionnement du Compte pour le développement, et prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la question. Le présent rapport a été établi comme suite à cette résolution et compte tenu de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui, dans ses rapports<sup>1</sup>, a demandé que des renseignements supplémentaires sur les progrès accomplis en ce qui concerne le Compte pour le développement soient communiqués parallèlement à la présentation du projet de budget-programme.

2. Le présent rapport décrit les progrès accomplis par rapport aux attentes des États Membres, telles qu'exprimées par les critères énoncés par l'Assemblée générale en ce qui concerne l'exécution des projets, y compris les modalités et les résultats. Il contient aussi des renseignements à jour sur la gestion et la coordination du Compte pour le développement et des propositions relatives aux orientations futures du Compte.

3. L'information qui figure dans le présent rapport provient des rapports d'étape et des rapports finals d'évaluation reçus depuis la publication du cinquième rapport d'étape (A/62/123). Des informations supplémentaires sur chacun des projets et sur l'ensemble du programme sont disponibles (en anglais) sur le site Web actualisé du Compte pour le développement, à l'adresse [www.un.org/esa/devaccount](http://www.un.org/esa/devaccount). On trouvera affichées sur ce site des informations sur les progrès, tant d'ordre général que portant sur des projets spécifiques, obtenus au cours des six tranches de financement approuvées.

## II. Progrès du Compte pour le développement

### A. Résumé

4. Le Compte pour le développement a été créé en 1997, et ses activités ont démarré en 1998. Depuis lors, 138 projets ont été exécutés ou sont en cours d'exécution en six tranches consécutives, avec un budget global de 92,5 millions de dollars. Le tableau ci-après récapitule l'état d'avancement des six tranches au 30 avril 2009.

---

<sup>1</sup> A/57/7/Add.5 et *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 7A* (A/58/7/Add.1 à 30).

Tableau 1  
Projets du Compte pour le développement au 30 avril 2009

Tranche	Thème	Exercice biennal	Nombre total de projets	Crédit ouvert (milliers de dollars É.-U.)	Taux d'exécution (pourcentage)
1	Appui à l'application des textes issus des grandes conférences	1998-1999	7	13 065,0	Tranche clôturée
2	Création de réseaux et compétences régionales et sous-régionales	2000-2001	16	13 065,0	Tranche clôturée
3	Renforcement des capacités de gestion de la mondialisation	2002-2003	20	13 065,0	Tranche clôturée
4	Renforcement des capacités de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, moyennant la création de partenariats, la gestion des connaissances et l'utilisation de l'informatique	2004-2005	23	13 065,0	Tranche clôturée
5	Appui à la réalisation des objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, moyennant la gestion des connaissances et la création de réseaux et de partenariats	2006-2007	40	21 551,9 <sup>a</sup>	44
6	Appui à la réalisation des objectifs de développement arrêtés à l'échelon international, par l'innovation, la création de réseaux et la gestion des connaissances	2008-2009	32	18 651,3 <sup>b</sup>	11
			<b>138</b>	<b>92 463,2</b>	

<sup>a</sup> Dans sa résolution 60/246, l'Assemblée générale a décidé que les montants prévus au titre du Compte pour le développement seraient recalculés pour l'exercice biennal 2006-2007, ce qui s'est traduit par une augmentation de 915 900 dollars, le montant total des ressources du Compte, approuvé par la résolution 60/247, s'établissant à 13 954 100 dollars. Dans sa résolution 61/252, l'Assemblée a décidé d'ouvrir un crédit de 2,5 millions de dollars, à titre de mesure exceptionnelle immédiate, pour compenser l'insuffisance des fonds virés au Compte depuis sa création. Le montant révisé du crédit ouvert au titre du Compte pour le développement pour l'exercice biennal 2006-2007 s'élevait en conséquence à 16 480 900 dollars, compte tenu de l'actualisation des coûts. Par sa résolution 62/235 A, l'Assemblée a approuvé pour le Compte un montant de 16 551 900 dollars, également compte tenu de l'actualisation des coûts. Dans la même résolution, l'Assemblée a également décidé d'augmenter de 5 millions de dollars le montant définitif des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2006-2007 au chapitre 34, Compte pour le développement. Le montant définitif des ressources de l'exercice biennal 2006-2007 s'établit donc à 21 551 900 dollars.

<sup>b</sup> Les ressources demandées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (chap. 34)] s'élevaient à 16 480 900 dollars. L'Assemblée générale a décidé, au paragraphe 43 de sa résolution 62/236, de réduire de 2 % les ressources demandées pour les rubriques autres que les postes, les frais de voyage, les services contractuels et des frais généraux de fonctionnement, d'où une réduction de 329 600 dollars par rapport aux ressources demandées au chapitre 34, Compte pour le développement. Par sa résolution 62/238 (sect. VIII), l'Assemblée a décidé d'allouer au Compte pour le développement, à titre exceptionnel, un montant supplémentaire de 2,5 millions de dollars pour l'exercice biennal 2008-2009. En conséquence, au moment de l'adoption du budget-programme initial pour l'exercice biennal 2008-2009, le montant total approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 62/237 au chapitre 34, Compte pour le développement, s'élevait à 18 651 300 dollars.

5. Depuis le cinquième rapport d'étape, la quatrième tranche a été clôturée, l'exécution de la cinquième tranche se poursuit, et la sixième tranche a été lancée. On a commencé en outre à préparer le lancement de la septième tranche pour le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (chap. 35)]. Deux changements sont intervenus depuis le dernier rapport d'étape : la mise en

place d'un cycle d'application de quatre ans, et la pratique correspondante de présentation obligatoire de descriptifs de projet détaillés et de rapports d'évaluation finals; et l'approbation par l'Assemblée générale d'un financement supplémentaire pour les cinquième et sixième tranches, qui sont désormais plus importantes qu'aucune des tranches précédentes.

6. Au 31 décembre 2008, les 23 projets de la quatrième tranche avaient tous été menés à bonne fin. Sept des 23 projets sont encore sujets à évaluation du fait qu'ils avaient fait l'objet d'une autorisation de réalisation sur plus de deux exercices biennaux, sur demandes assorties de justificatifs fournis au Directeur du programme par les agents d'exécution responsables. Ces sept projets achevés seront encore évalués et jaugés, ce qui permettra de déterminer comment la prolongation des périodes prolongées d'exécution a retenti sur les réalisations escomptées.

7. La cinquième tranche est la plus importante jusqu'à présent, puisqu'elle compte 40 projets, dont le financement a été approuvé par des résolutions de l'Assemblée générale. La première ouverture de crédits, qui concernait 24 projets, a été approuvée par l'Assemblée dans sa résolution 60/247 pour le budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 [A/60/6 (chap. 34)]; six projets ont été ajoutés à la suite de l'actualisation des coûts du Compte pour le développement conformément à la résolution 60/246 de l'Assemblée générale, puis de l'ouverture d'un montant supplémentaire de 2,5 millions de dollars dans la résolution 61/252 de l'Assemblée, ce qui a porté les ressources supplémentaires du Compte à 3 415 900 dollars; et 10 projets ont encore été ajoutés grâce au financement supplémentaire de 5 millions de dollars approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/235. Le montant total des ressources de la cinquième tranche s'élève donc à 21 551 900 dollars.

8. La sixième tranche comporte 32 projets dont le financement a été approuvé par deux résolutions de l'Assemblée générale. La première ouverture de crédits, qui concernait 27 projets, a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/237 dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 [A/62/6 (chap. 34)]. Cinq autres projets ont été inclus après que l'Assemblée a approuvé une dotation supplémentaire de 2,5 millions de dollars dans sa résolution 62/238.

9. Il y a actuellement 72 projets en cours d'exécution au titre des cinquième et sixième tranches, avec un budget d'un montant total d'environ 40 millions de dollars. Cela représente près de la moitié de l'ensemble des projets programmés depuis la création du Compte il y a 10 ans. Le tableau 2 ci-après donne des détails sur l'exécution de ces projets.

Tableau 2

Tranche	Exercice biennal	Nombre de projets actifs	Crédit ouvert (milliers de dollars É.-U.)	Résolution de l'Assemblée générale	Document de référence	Période d'exécution	Taux d'exécution au 30 avril 2009 (en pourcentage)
5	2006-2007	24	13 065,0	60/247	A/60/6 (chap. 34)	2006-2009	59,6
5	2006-2007	6	3 415,9 <sup>a</sup>	61/252	Note adressée au CCQAB	2006-2009	53,2
5	2006-2007	10	5 071,0 <sup>a</sup>	62/235	A/63/335	2008-2011	00,0
6	2008-2009	27	16 480,9 <sup>b</sup>	62/237	A/62/6 (chap. 34)	2008-2011	13,0
6	2008-2009	5	2 170,4 <sup>b</sup>	62/236, 62/237 et 62/238	A/63/35	2008-2011	00,0
<b>Total</b>		<b>72</b>	<b>40 203,2</b>				

<sup>a</sup> Voir note a du tableau 1.

<sup>b</sup> Voir note b du tableau 1.

10. Le taux d'exécution des 24 premiers projets de la cinquième tranche est de 59,6 %. L'exécution des six projets financés à l'aide du financement supplémentaire de la tranche a démarré au cours de l'année 2007, et ils devraient être achevés en 2009. Le taux d'exécution en est de 53,2 %, ce qui correspond aux attentes. Les activités des 10 projets supplémentaires de la cinquième tranche, dont le financement a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/235, et les crédits ouverts en décembre 2007, ont démarré à la fin de 2008 et/ou au début de 2009 et sont en cours. On compte que ces 10 projets seront achevés en 2011. Un financement supplémentaire ayant été accordé à la fin de l'exercice biennal 2006-2007, on n'a pu entamer la programmation des ressources et l'élaboration des descriptifs de projet qu'au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Le taux d'exécution en a donc été modeste.

11. Le taux d'exécution pour les 27 projets que l'Assemblée générale avait approuvés au départ pour la sixième tranche est de 13 %, ce qui est comparable à celui des tranches précédentes à ce stade de l'exécution. Les cinq projets supplémentaires de la sixième tranche, financés sur le crédit de 2,5 millions de dollars ouvert par l'Assemblée dans sa résolution 62/238, ont démarré et devraient être achevés en 2011. Le taux d'exécution en est modeste à cause du retard de la programmation expliqué plus haut.

## B. Résultats de la quatrième tranche

12. On trouvera exposés dans cette partie du rapport certains des résultats obtenus et des enseignements tirés grâce aux projets achevés, qui ressortent des rapports finals concernant les projets de la quatrième tranche.

13. Les projets programmés pour la quatrième tranche ont été menés à bonne fin par le biais d'activités diverses, notamment : la constitution de réseaux de compétences spécialisées comportant des maillons aux échelons sous-régional, régional et mondial, et la fourniture d'informations et d'avis ayant des incidences sur les politiques et les pratiques nationales, sous-régionales et régionales. Les autres modalités ont été en particulier des ateliers ou moyens de formation

permettant de mettre en commun des connaissances, des compétences et des expériences et servant à relier les réseaux existants et à en accroître l'impact. Les activités visant le renforcement des capacités ont été réalisées dans toute la mesure du possible avec l'aide de spécialistes locaux ou régionaux.

14. Les réseaux<sup>2</sup> créés ou développés grâce à des projets du Compte pour le développement vont des réseaux classiques d'experts à des réseaux de la société civile et à la mise en place de portails et de bases de données électroniques. Les réseaux d'experts sont la forme la plus représentée de gestion des connaissances dans les projets du Compte. On recourt aux capacités humaines et techniques locales et régionales pour développer au maximum le transfert des connaissances, en les utilisant conformément aux critères fixés pour les activités financées au moyen du Compte, et en visant à promouvoir le renforcement des capacités dans les pays en développement.

15. Trois réseaux régionaux ont été conçus et mis en place grâce au projet de la quatrième tranche « Développement des moyens de facilitation du commerce et des transports dans les pays en développement sans littoral qui sont des pays de transit ». Ce projet a servi à soutenir la mise en place de pôles de compétences spécialisées le long de certains couloirs de transit en Afrique (couloir reliant Lusaka au port de Walvis Bay en Namibie), en Asie (couloir reliant Vientiane au port de Bangkok) et en Amérique du Sud (couloir reliant Asunción au port de Montevideo). Le projet avait pour objectif essentiel les interventions servant à améliorer le fonctionnement des couloirs de transit, surtout par la mise en place de réseaux régionaux aptes à concevoir et réaliser des stratégies de facilitation des transports. Les institutions participantes, notamment les partenaires régionaux et les différents membres des pôles de compétences, se sont dites satisfaites de cette façon de procéder. Elles ont bien accueilli les modes de coopération qui favorisaient le sens pratique et l'aisance de fonctionnement, en remplacement d'arrangements bilatéraux officiels. Plusieurs pôles ont déjà réussi à attirer un financement extérieur pour soutenir des interventions complémentaires et une expansion des activités.

16. Un autre exemple de renforcement des capacités par le moyen des réseaux est celui du projet piloté par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) « Promouvoir le partage des connaissances afin d'appuyer la stratégie de réduction de la pauvreté en Afrique », qui a permis de renforcer les moyens dont disposent les pays d'Afrique pour formuler leur stratégie de réduction de la pauvreté et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en produisant et échangeant des savoirs. Les recommandations des 118 praticiens chevronnés qui ont été consultés ont fourni la base de la conception, impulsée par la demande, d'un site Web de partage des connaissances à l'adresse [www.uneca.org/africanprsp](http://www.uneca.org/africanprsp). Le projet a permis aussi de mieux sensibiliser au partage des connaissances, et suscité des demandes de mise en place de plates-formes analogues à cette fin.

17. Le projet conjoint des commissions régionales « Partenariat interrégional en vue de faire du commerce le moteur de la croissance, grâce à la gestion des connaissances et aux technologies de l'information et des communications » a fait la preuve que la facilitation interrégionale du commerce est un exemple de bonnes pratiques à reprendre en créant des réseaux de facilitation du commerce et en

<sup>2</sup> Ces réseaux de compétence spécialisées sont décrits en détail dans le cinquième rapport d'étape du Secrétaire général sur l'exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement (A/62/123).

promouvant la coopération Sud-Sud. Des réseaux mis en place par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et la Commission économique pour l'Afrique, ont permis à des pays en développement de mettre en commun des bonnes pratiques et d'adopter des positions communes en matière de mesures de facilitation du commerce.

18. L'Assemblée générale a demandé à plusieurs reprises au Secrétariat de faire appel à l'utilisation des ressources techniques, humaines et autres disponibles dans les pays en développement (voir les résolutions 53/220 A et 53/220 B) pour les activités menées au moyen du Compte pour le développement. Le Directeur du programme a souligné qu'il y avait là un moyen important de renforcement des capacités. Un grand nombre de projets de la quatrième tranche ont à la fois renforcé les compétences spécialisées locales et en ont tiré parti. Par exemple, grâce au projet « Renforcement des capacités au moyen de partenariats et des technologies de l'information et des communications en vue de mettre le savoir autochtone au service de la protection de la nature en Afrique » a réuni les principales parties prenantes du Kenya, du Swaziland et de la République-Unie de Tanzanie se sont accordées sur l'importance et la nécessité, pour les planificateurs du développement et les collectivités locales, d'intégrer l'application et l'utilisation des savoirs autochtones dans les processus de développement durable en faveur de la préservation de l'environnement, de la gestion des catastrophes naturelles et des pratiques médicales traditionnelles.

19. Certains projets ont permis de renforcer les compétences spécialisées locales. Par exemple, le projet « Renforcement des capacités statistiques à l'appui des objectifs du Millénaire en matière de développement dans la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest » a été axé sur l'utilisation et le renforcement des compétences locales. Il a permis de consolider des réseaux Sud-Sud en place, et a donné à des experts des possibilités d'acquérir des connaissances auprès de leurs pairs d'autres pays, avec lesquels ils n'auraient pas été en rapport autrement. En 2008, le secrétariat de la CEDEAO a décidé d'intégrer les activités entamées au titre de ce projet dans ses activités ordinaires, et d'y allouer des fonds.

20. Le projet « Renforcement des capacités dans les domaines du commerce et de l'environnement » a démontré que les activités d'analyse entreprises ont donné naissance à des bonnes pratiques applicables et des options de politiques permettant d'améliorer l'accès aux marchés pour des motifs écologiques et mieux gérer les pressions environnementales causées par les courants d'échanges. On a largement diffusé ces informations et ces analyses aux décideurs compétents en organisant des ateliers de renforcement des capacités et en utilisant des moyens électroniques (Internet, cédéroms...). Dans leurs réactions en retour, les participants, surtout de hauts responsables des ministères du commerce ou de l'environnement, ont insisté sur le fait que les compétences ainsi acquises les avaient préparés à mieux analyser de manière cohérente les problèmes de commerce et d'environnement.

### **III. Le point sur la gestion du Compte pour le développement**

21. Dans la section VIII de la résolution 62/238, les États Membres ont souligné que le Compte pour le développement est l'un des outils qui peuvent aider à faire face à l'évolution des besoins à satisfaire pour atteindre les objectifs mondiaux de

développement. Dans le rapport sur le Compte (A/62/466) qu'il a soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 61/252, le Secrétaire général a présenté les résultats de l'examen de l'impact du Compte sur les activités de développement par rapport aux buts et objectifs fixés. Cet examen avait montré que le Compte atteignait manifestement les buts et objectifs définis par l'Assemblée générale et produisait des résultats mesurables et utiles. Il avait également montré qu'en ne consacrant aucune capacité de gestion exclusive ni à l'exécution des projets ni à leur gestion centrale d'ensemble, on limitait de façon de plus en plus sensible les possibilités de suivre l'exécution des projets, d'analyser les résultats obtenus et d'évaluer les réalisations du Compte. Avec 72 projets en cours, il est possible qu'on soit amené à réexaminer cette manière de procéder, surtout si les États Membres souhaitent une analyse des résultats obtenus et des informations en retour plus systématiques.

22. L'Assemblée générale ayant approuvé 28 projets de plus pour la septième tranche [voir A/64/6 (chap. 35)], il y aura désormais 166 projets financés par le Compte sur sept tranches, et 100 projets des cinquième, sixième et septième tranches nécessitant une gestion active. La gestion du Compte a donc connu une expansion notable en volume, en portée et en complexité depuis sa création.

23. Le Compte pour le développement est bien placé pour appuyer ce que fait l'Organisation pour relever les grands défis mondiaux – notamment ceux qui sont liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire et aux crises économiques et financières. C'est à partir de cette idée qu'ont été définies peu à peu les cinquième et sixième tranches, de manière à soutenir les États Membres dans leurs progrès en vue de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, par l'innovation, la gestion des connaissances, et la constitution de réseaux et de partenariats. La septième tranche de projets du Compte, formulée pour l'essentiel de ce point de vue, vise une gamme de nécessités de développement existantes et nouvelles, les projets proposés devant permettre de répondre aux crises mondiales en cours.

24. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, en sa qualité de Directeur du programme du Compte pour le développement, porte la responsabilité des activités d'ensemble de programmation, de rapports, et de suivi et d'évaluation pour le Compte. Le Directeur du programme s'efforce comme précédemment de renforcer la gestion et le contrôle du Compte pour améliorer les rapports, le suivi, l'évaluation et l'appréciation de l'impact, ainsi que la communication de l'information et la coordination. Le but est d'éviter les doublons, d'améliorer encore l'efficacité et la rationalité, et de chercher à resserrer la collaboration avec les autres programmes et dispositifs qui s'occupent de renforcer les capacités. Au cours de la période considérée, le Directeur du programme s'est surtout attaché à préserver et renforcer la programmation des projets supplémentaires proposés, devant être financés au moyen des ressources supplémentaires approuvées par l'Assemblée générale.

25. La gestion du Compte pour le développement a été renforcée de trois manières. Premièrement, le Comité directeur du Compte pour le développement, dispositif interne de coordination du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, composé de représentants du Département des affaires économiques et sociales, des commissions régionales, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le



crime, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et du Programme des Nations Unies pour l'environnement a été constitué par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et chargé de le conseiller et de l'aider pour ce qui a trait à la gestion du Compte pour le développement. Deuxièmement, le Bureau du renforcement des capacités nouvellement créé au Département des affaires économiques et sociales a été chargé d'assurer au Secrétaire général adjoint l'appui courant dans ses fonctions de Directeur du programme du Compte. L'objectif principal du Bureau est d'assurer un appui pour une programmation, une gouvernance et un contrôle efficaces des activités de renforcement des capacités du Département des affaires économiques et sociales. Troisièmement, en vue de perfectionner la communication, on a revu le site Web du Compte pour le développement, désormais doté de fonctionnalités de recherche supplémentaires et d'une structure plus facile à explorer. Le site comporte une fonction de recherche interne sur le site, une partie protégée par mot de passe pour la coordination sur l'Internet avec les agents d'exécution, et un accès amélioré aux informations sur les projets, leur impact et leurs principales caractéristiques. On peut désormais faire des recherches dans ces informations par tranche, par thème, par région, et par agent d'exécution. On a ajouté un calendrier des prochaines réunions et manifestations, ainsi que les étapes et échéances prévues pour l'exécution des projets.

26. Malgré les améliorations ainsi apportées, la gestion du programme reste une tâche très ardue pour ses responsables. Il s'agit de nécessités critiques, et le Secrétaire général a donc inclus dans sa proposition de renforcement des activités touchant au développement (voir A/62/708) une proposition visant des ressources supplémentaires pour les activités de gestion et de contrôle du Compte pour le développement. Ces ressources serviraient : a) à améliorer le suivi, l'évaluation et l'appréciation de l'impact; b) à renforcer le partage de l'information et la transparence en vue de faciliter la gestion, le contrôle et la définition des enseignements à tirer de l'expérience; c) à promouvoir la coordination avec les autres programmes et dispositifs qui s'occupent de renforcement des capacités dans le cadre du programme de développement des Nations Unies, afin de mettre en évidence les éventuelles synergies et d'éviter les activités en double. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a appuyé cette proposition (A/62/7/Add.40, par. 45). Néanmoins, l'Assemblée générale n'a pas abordé la question dans la résolution 63/260 qu'elle a consacrée aux activités touchant au développement.

#### **IV. Conclusions et recommandation**

27. **Tous les projets financés au moyen de la quatrième tranche ont été menés à bonne fin. Il est à noter que la quatrième tranche est la première pour laquelle il était obligatoire d'élaborer des descriptifs de projet détaillés et de soumettre des rapports d'évaluation finals. Ces derniers ont permis aux agents d'exécution et au Directeur du programme de mieux comprendre les résultats des projets et de tirer des enseignements utiles pour la préparation du rapport d'étape sur le Compte pour le développement. L'exécution des sixième et septième tranches est en bonne voie, l'achèvement des projets devant intervenir dans les délais prévus sur deux exercices biennaux. Le financement supplémentaire que l'Assemblée générale a approuvé dans ses résolutions**

**62/235 A pour l'exercice biennal 2006-2007, et 62/237 A et 62/238 pour l'exercice biennal 2008-2009, a été entièrement programmé.**

**28. Comme il est dit plus haut au paragraphe 25, la gestion du Compte pour le développement a été encore renforcée. Le volume, la portée et la complexité des activités financées au moyen du Compte ayant fortement augmenté, il faudra pour préserver les améliorations et perfectionner encore le fonctionnement du Compte trouver des moyens de mieux soutenir les fonctions de programmation, de suivi, d'évaluation et de rapports.**

**29. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport.**

## Annexe

## État d'avancement actualisé des cinquième et sixième tranches : taux d'exécution

Tableau A.1

**Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 34 (Compte pour le développement) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 (cinquième tranche) (au 30 avril 2009)**

<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B)/(A)</i>
		<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
A Coopération interrégionale sur la mesure du secteur informel et de l'emploi informel	CESAP	800,0	582,6	72,8
B Coopération interrégionale visant à renforcer l'intégration sociale, l'égalité entre les sexes et la promotion de la santé dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	CESAP	855,0	752,3	88,0
C Réseaux de données utilisant des points d'accès aux technologies de l'information et des communications pour les communautés défavorisées	CESAO	970,0	430,1	44,3
D Programme d'alliance pour un partenariat public/privé visant à renforcer les capacités de développement des infrastructures et la fourniture des services de base	CESAP	615,0	515,8	83,9
E Renforcement des capacités en vue d'appuyer l'intégration commerciale, en particulier de la gestion intégrée des flux d'information commerciale et la facilitation du commerce en Asie centrale	CEE	385,0	266,0	69,1
F Renforcement des moyens statistiques dont sont dotés les pays d'Asie centrale pour suivre les progrès dans la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire	CEE	385,0	346,0	89,9
G Renforcement des moyens dont sont dotés les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour réaliser les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire grâce au partage des informations concernant les initiatives couronnées de succès par le biais d'un réseau régional	CEPALC	410,0	202,5	49,4
H Incidence des politiques macroéconomiques, des chocs extérieurs et des systèmes de protection sociale sur la pauvreté, l'inégalité et la vulnérabilité sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	410,0	277,1	67,6
I Modernisation durable de l'agriculture et transformation rurale en Afrique	CEA	410,0	159,9	39,0
J Perfectionnement des systèmes statistiques des pays africains en vue de la production de données ventilées par sexe à l'appui des politiques de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes	CEA	410,0	122,0	29,7

			<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B)/(A)</i>
<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>		<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
K	Développement des statistiques du commerce international des marchandises et du commerce électronique dans les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	CESAO	460,0	271,5	59,0
L	Renforcement des capacités en matière de technologies de l'information et des communications	CNUCED	510,0	362,5	71,1
M	Renforcement des capacités en matière de politiques relatives à la promotion et à l'application de la science et de la technologie en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	CNUCED	305,0	164,2	53,8
N	Développement des capacités locales existant en Afrique pour la recherche de possibilités de croissance passant par la mobilisation de ressources	CNUCED	560,0	395,4	70,6
O	Renforcement des capacités nationales permettant d'élaborer des politiques économiques locales au moyen d'un réseau de l'Institut virtuel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	CNUCED	560,0	521,8	93,2
P	Réseau Sud-Sud des centres collaborant au projet sur l'avenir de l'environnement mondial en vue d'activités intégrées d'évaluation et d'information concernant l'environnement	PNUE	560,0	152,0	27,1
Q	Mise en œuvre d'un programme régional sur les modes de production et de consommation durables en Amérique latine et dans les Caraïbes	PNUE	560,0	171,0	30,5
R	Collecte et analyse de données sur l'évolution des problèmes de la drogue, de la criminalité et de la violence qui y est associée en Afrique	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	480,0	342,8	71,4
S	Sécurité des pauvres des zones urbaines d'Asie et du Pacifique, en particulier ceux qui appartiennent aux groupes les plus vulnérables, grâce au renforcement des capacités des administrations locales	ONU-Habitat	625,0	302,0	48,3
T	Renforcement des capacités en matière de statistique en vue de la réalisation des objectifs de développement arrêtés sur le plan international dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe	Département des affaires économiques et sociales/CEA	950,0	546,2	57,5
U	Politiques macroéconomiques favorisant l'inclusion sociale comme moyen d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement	Département des affaires économiques et sociales	600,0	214,5	35,8
V	Renforcement des capacités aux fins de la participation des personnes âgées à la réalisation des objectifs et cadres de développement grâce à la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement	Département des affaires économiques et sociales	510,0	290,4	56,9
W	Participation des femmes autochtones : renforcement des capacités des autorités locales en Amérique latine grâce aux nouvelles technologies	Département des affaires économiques et sociales	450,0	249,8	55,5

	<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B)/(A)</i>
			<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
X	Renforcement des capacités des parlements des pays d'Afrique à tirer parti des technologies de l'information et des communications	Département des affaires économiques et sociales	285,0	145,9	51,2
Y	Renforcement des capacités nationales de statistiques et de comptabilité environnementales appuyant les progrès vers la réalisation en Asie occidentale et en Amérique latine des objectifs de développement convenus à l'échelon international	CESAO	602,0	299,2	49,7
Z	Améliorer la sécurité routière mondiale : fixer des objectifs régionaux et nationaux de réduction du nombre de victimes des accidents de la circulation routière	CEE	657,9	545,5	82,9
AA	Renforcement des capacités en vue de développer l'accès et l'alimentation électrique interrégionaux en Afrique	Département des affaires économiques et sociales	591,0	48,9	8,3
AB	Amélioration de la mesure des incapacités et des statistiques connexes à l'appui du Cadre d'action du Millénaire de Biwako pour l'intégration des handicapés	CESAP	628,0	320,2	51,0
AC	Renforcement des postes de police féminins et de la société civile visant à lutter contre la violence sexiste en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	462,0	462,0	100,0
AD	Renforcement des capacités d'évaluation des impacts sur l'environnement et promotion de la participation du public en Asie occidentale	PNUE	475,0	177,7	37,4
AE	Renforcement de la capacité des pays de l'Asie et du Pacifique à faire face aux incidences financières des crises extérieures et à atténuer les effets des changements climatiques au moyen de nouveaux instruments de gestion des risques	CNUCED	621,0	—	—
AF	Renforcement des institutions statistiques des pays d'Asie du Sud-Est à faible revenu	Département des affaires économiques et sociales	435,0	—	—
AG	Prise en compte des changements climatiques dans les stratégies et plans de développement durable des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes	Département des affaires économiques et sociales	537,0*	—	—
AH	Renforcement du rôle des conseils économiques et sociaux nationaux pour la participation la plus large possible à l'élaboration des politiques socioéconomiques	Département des affaires économiques et sociales	281,0	—	—
AI	Amélioration de l'accès à l'eau et aux services sanitaires en Europe centrale, du Sud-Est et de l'Est et dans le Caucase	CEE	352,0*	—	—
AJ	Renforcement de la capacité des petits États insulaires en développement du Pacifique à prendre en compte la Stratégie de Maurice dans leurs stratégies nationales de développement durable	CESAP	631,0*	—	—
AK	Renforcement des capacités nationales de production et de consommation durables	PNUE	483,0*	—	—

<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B)/(A)</i>
		<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
AL Promotion des stratégies de développement fondées sur les objectifs du Millénaire pour le développement par l'action commune au niveau régional	CESAP	593,0*	—	—
AM Renforcement de la capacité des pays à concevoir et mettre en œuvre des politiques énergétiques durables de production et d'utilisation de biocarburants en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	453,0	—	—
AN Renforcement de la capacité des pays d'Afrique à formuler des stratégies de lutte contre la pauvreté en accord avec les objectifs du Millénaire pour le développement	CEA	614,0*	—	—
Évaluation		71,0	—	—
<b>Total</b>		<b>21 551,9</b>	<b>9 637,8</b>	<b>44,9</b>

\* La mise à disposition du financement est en attente de la mise au point définitive du descriptif de projet.

*Abréviations* : CESAP, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; CESA, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale; CEE, Commission économique pour l'Europe; CEPALC, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; CEA, Commission économique pour l'Afrique; CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; PNUE, Programme des Nations Unies pour l'environnement; ONU-Habitat, Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

Tableau A.2

**Projets financés au moyen des crédits ouverts au chapitre 34 (Compte pour le développement) du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (sixième tranche) (au 30 avril 2009)**

<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B/A)</i>
		<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
A Renforcement des capacités nationales d'adaptation aux migrations internationales : porter au maximum les avantages sur le plan du développement et réduire au minimum les effets néfastes	CEPALC	1 193,0*	—	—
B Renforcement de la capacité des pays en développement d'appliquer les normes internationales régissant le commerce des produits agricoles en vue d'accroître leur compétitivité commerciale	CEE	703,0	185,4	26,4
C Renforcement des capacités en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes par la mise en réseau de communautés de savoir locales	CEPALC	736,0	—	—
D Amélioration de la compétitivité commerciale des pays les moins avancés, des pays en transition et des pays de transit par la mise en place de mécanismes à guichet unique	CESAP	763,0	413,0	54,1
E Écoefficacité et développement durable de l'infrastructure urbaine en Asie et en Amérique latine	CESAP	753,0	292,9	38,9
F Réseaux africains de connaissances statistiques à l'appui des progrès réalisés pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international	Département des affaires économiques et sociale	896,0	345,5	38,6
G Renforcement des capacités des pays les moins avancés en Asie et en Afrique en vue de les aider à se doter de stratégies de sortie	Département des affaires économiques et sociale	615,0	5,0	0,8
H Renforcement des capacités en matière de statistique en vue de favoriser la réalisation des objectifs de développement arrêtés sur le plan international dans la région de l'Association sud-asiatique de coopération régionale	Département des affaires économiques et sociale	683,9	100,1	14,6
I Renforcement des capacités nationales d'intégration des principes de développement durable dans les stratégies de développement des pays sortant d'un conflit	Département des affaires économiques et sociale	546,0	—	—
J Renforcement des capacités nationales en vue de la mise en œuvre efficace du programme de développement de l'ONU et de l'évaluation des progrès	Département des affaires économiques et sociale	723,0	180,5	36,1
K Création de capacités institutionnelles et de réseaux afin d'œuvrer avec les jeunes au développement en Afrique	Département des affaires économiques et sociale	590,0*	—	—

	<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B/A)</i>
			<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
L	Renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises dans le secteur du tourisme de six pays d'Afrique en développement de la sous-région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	CNUCED	489,0	118,6	24,3
M	Appui à la prise de décisions et à la formulation d'orientations sur l'investissement étranger direct tenant compte des objectifs du Millénaire pour le développement et du Consensus de Monterrey	CNUCED	402,0	154,9	38,5
N	Promouvoir des politiques économiques et commerciales axées sur la croissance sous-régionale aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays arabes d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord	CNUCED	531,0	122,0	23,0
O	Renforcer la participation effective des pays en développement aux secteurs dynamiques et nouveaux du commerce international	CNUCED	530,0	59,1	11,1
P	Renforcement des capacités productives dans les pays en développement en vue d'accroître leur participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales	CNUCED	450,0	–	–
Q	Mise en place de capacités nationales en matière d'indicateurs de la biodiversité et d'établissement de rapports sur la question en Afrique australe et orientale	PNUE	504,0	8,0	1,6
R	Renforcement des capacités des institutions nationales d'incorporer les accords multilatéraux sur l'environnement dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté	PNUE	661,0	86,4	13,1
S	Réseau énergétique mondial pour les établissements urbains : ménager un meilleur accès à l'énergie aux pauvres vivant en zones urbaines	ONU-Habitat	445,0	–	–
T	Renforcement des capacités en vue d'ancrer les objectifs du Millénaire pour le développement dans les politiques urbaines et municipales en Amérique latine et dans les Caraïbes	ONU-Habitat	381,0	–	–
U	Renforcement des systèmes nationaux de justice pénale afin de démanteler les principales filières utilisées pour la traite d'êtres humains en Égypte, au Pakistan et au Kirghizistan	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	531,0	–	–
V	Qualité de l'eau en Asie centrale	CEE	443,0	–	–
W	Mécanismes novateurs de financement de projets d'exploitation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables	CEA	623,0*	–	–
X	Renforcement des capacités à l'appui des réformes de la politique foncière dans les pays d'Afrique pour assurer un développement durable	CEA	600,0*	–	–
Y	Renforcement de la capacité des administrations locales d'Amérique latine de faire face aux problèmes fondamentaux de la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelon international	CEPALC	655,0	–	–
Z	Renforcement de la capacité des bureaux nationaux de la statistique des petits États insulaires en développement des Caraïbes de réaliser les objectifs du Millénaire et autres objectifs pour le développement convenus à l'échelon international	CEPALC	528,0	64,8	12,3



<i>Intitulé</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Montant approuvé (A)</i>	<i>Dépenses (B)</i>	<i>Taux d'exécution (en pourcentage) (B/A)</i>
		<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
AA Développement humain participatif dans les pays qui sortent d'un conflit	CESAO	506,0	—	—
AB Renforcement des capacités pour la conception et la mise en œuvre des stratégies nationales de développement	Département des affaires économiques et sociale	280,4	—	—
AC Renforcement des politiques visant la science, la technologie au service du développement en Amérique latine	CNUCED	480,0	—	—
AD Renforcement des capacités des administrations locales en Afrique à faire face au changement climatique	ONU-Habitat	451,0	—	—
AE Comprendre les impacts économiques possibles du changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes	CEPALC	558,0	—	—
AF Harmonisation régionale de la cyberléislation en vue de promouvoir la société du savoir dans le monde arabe	CESAO	401,0	—	—
<b>Total</b>		<b>18 651,3</b>	<b>2 136,2</b>	<b>14,9</b>

\* La mise à disposition du financement est en attente de la mise au point définitive du descriptif de projet.

*Abréviations* : CESAP, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; CESAO, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale; CEE, Commission économique pour l'Europe; CEPALC, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; CEA, Commission économique pour l'Afrique; CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; PNUE, Programme des Nations Unies pour l'environnement; ONU-Habitat, Programme des Nations Unies pour les établissements humains.